



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 04/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYTRADEM

22 rue de la Grande Haie
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/23- **2847**

N° Hélios : 60148

Code AIOT : 0006513254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 octobre 2023 dans l'établissement SYTRADEM implanté 22 rue de la Grande Haie 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection avait été annoncée le 28 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence

notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

L'inspection du 5 octobre 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYTRADEM
- 22 rue de la grande haie 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006513254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ménagers SYTRADEM exploite un centre de collecte, de transfert et de valorisation énergétique de déchets ménagers, implanté au 22 rue de la Grande Haie à Montereau-Fault-Yonne. Cet établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 087 du 31 mars 2009 complété. Il relève par ailleurs de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

L'établissement est situé sur les parcelles cadastrales AN 124, 173, 174, 193, 499 et 501 de la commune de Montereau-Fault-Yonne, pour une surface de 38 432 m².

La commune est incluse dans le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la vallée de la Seine, de Montereau à Thomery, lié aux risques de crues de la Seine et de l'Yonne. Le site est localisé dans une zone d'aléa faible à moyen de ce PPRI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Gestion des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours
12	Réservoirs et capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.10.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Consignes d'exploitation et	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de sécurité		
10	Conditions de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.3	Sans objet
11	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9	Sans objet
15	Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2	Sans objet
16	Mise à jour du plan d'opération interne et exercices	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Sans objet
5	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
6	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Sans objet
9	Rétention des eaux polluées lors d'un accident	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.6.3	Sans objet
13	Transports – Chargements – Déchargements	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.10.4	Sans objet
14	Quantités de déchets	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection du 5 octobre 2023 mettent en évidence une exploitation dans l'ensemble conforme aux prescriptions réglementaires applicables et permettant de maîtriser les risques associés à un phénomène de crue de la Seine.

Plusieurs non-conformités et observations ont néanmoins été mises en évidence concernant les points suivants :

- le local dédié à l'isolement des déchets radioactifs, situé au sein du bâtiment mais à l'écart de toute zone d'activité, n'était pas verrouillable (serrure non fonctionnelle) et le couvercle du fût renfermant le déchet radioactif n'était pas correctement scellé,
- dans l'atelier de maintenance des bannes à ordures ménagères, plusieurs fûts contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux n'étaient pas placés sur une rétention adaptée,
- l'état des matières stockées ne tient pas compte des produits utilisés pour l'entretien de certains matériels (huiles hydrauliques par exemple),

- le PSSI ne prévoit pas d'information de l'inspection des installations classées en cas de crue,
- la procédure définie par l'exploitant doit être mise à jour pour préciser les mesures d'organisation à mettre en œuvre lorsqu'un déchet, précédemment placé à l'isolement pour décroissance radiologique sur recommandation de l'organisme habilité, doit repasser une nouvelle fois à travers le portique de détection de la radioactivité afin de confirmer, le cas échéant, la possibilité de l'admettre dans l'installation,
- les résultats postérieurs au mois de juin 2023 n'ont pas été transmis sur l'application GIDAF,
- la végétation présente autour de l'ouvrage PZ6 rendait sa localisation et son accès difficiles,
- l'absence de teneur en hydrocarbures au droit de l'ouvrage PZ3bis devra être confirmée lors des prochaines campagnes de mesure de la qualité des eaux souterraines,
- l'historique des teneurs en Fer n'apparaît pas dans le rapport de la dernière campagne de suivi des eaux souterraines,
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du dernier contrôle de la cuve située à proximité du pont-bascule,
- il convient de justifier de la correction de l'ensemble des défauts et observations identifiés lors des derniers contrôles des moyens de protection et de lutte contre l'incendie,
- le scénario d'une crue de la Seine doit être intégré dans le POI de l'établissement.

D'autre part, il a été constaté que la multiplicité des délégations de service public des activités exercées au sein de l'établissement, n'était pas de nature à faciliter l'ensemble des suivis réglementaires sous la responsabilité de l'exploitant titulaire de l'autorisation environnementale, en particulier en ce qui concerne les suivis réglementaires associés à l'atelier de maintenance des bennes à ordures ménagères. Ce point mériterait d'être amélioré.

Enfin, il a été constaté que, dans le cadre des travaux de rénovation de l'établissement voisin (déchèterie limitrophe à l'établissement), un accès aux travaux destiné notamment aux engins de chantier, a été aménagé à travers la clôture séparative avec l'établissement exploité par le SYTRADEM. Lors de l'inspection, cet accès était fermé par un grillage. Toutefois, malgré une signalétique destinée à orienter les usagers vers la déchèterie provisoire mise en place à proximité, il a été constaté que certains usagers pénétraient par erreur sur le site de l'unité de valorisation énergétique.

Aussi, il conviendra de matérialiser de manière plus marquée la séparation entre l'accès au chantier en cours sur l'établissement limitrophe et l'établissement exploité par le SYTRADEM, de sorte à empêcher tout accès indésirable sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'inspection du 5 octobre 2023 visait notamment à vérifier la mise en place par l'exploitant, de procédures spécifiques en cas d'inondation, afin de prévenir tout risque de pollution.

À ce titre, l'exploitant a présenté un plan de secours spécialisé inondation (PSSI), établi pour la gestion d'une crise liée au phénomène d'inondation.

Ce plan, adapté aux caractéristiques de l'établissement, distingue les situations selon différentes hauteurs d'eau. Il définit par ailleurs un plan d'action progressif, distinguant notamment trois niveaux d'actions :

- les actions préventives pour limiter l'impact de la crue,
- les actions d'urgences en cas d'alerte,
- les actions de remise en état après la crise.

Différents sites de repli sont identifiés dans le PSSI pour l'évacuation des déchets, en cas de déclenchement du plan d'action.

Le PSSI indique qu'aucune vulnérabilité majeure n'est identifiée selon l'étude des dispositions compensatoires au titre du PPRI. Cette étude précise qu'en cas de crue majeure (référence 1910), seuls les parkings et une partie de la voirie seraient immergés, ce qui rendrait le site inaccessible par la route.

L'établissement dispose de bassins de compensation de crue présentant un volume global minimal de rétention de 6 354 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités

sanitaires.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, l'exploitant a présenté un état des matières stockées dans l'établissement.</p> <p>L'exploitant dispose par ailleurs d'une base documentaire contenant l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits dangereux entreposés dans l'établissement. Un contrôle par échantillonnage a été effectué sur plusieurs fiches de données de sécurité.</p> <p>Observation n° 1 :</p> <p>En revanche, il a été constaté que l'état des matières stockées ne tient pas compte des produits utilisés pour l'entretien de certains matériels (huiles hydrauliques par exemple). L'inventaire de ces matières doit être intégré à l'état des matières stockées dans l'établissement.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection du 5 octobre 2023 visait notamment à vérifier la mise en place par l'exploitant, d'une surveillance en cas d'inondation.</p> <p>Le plan de secours spécialisé inondation (PSSI), établi pour la gestion d'une crise liée au phénomène d'inondation, prévoit effectivement une surveillance des installations en cas d'inondation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;• l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, l'exploitant a présenté les consignes de sécurité mises en place dans l'établissement et, notamment, les consignes prévues dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• départ de feu ou incendie sur le site,• déversement accidentel de produits chimiques,• organisation en cas d'inondation,• détection de déchets radioactif. L'exploitant a également présenté le plan d'opération interne (POI) mis à jour.
Observation n° 2 : Le PSSI ne prévoit pas d'information de l'inspection des installations classées en cas de crue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Documents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• les plans, en particulier, pour les installations concernées ;• les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;• le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;

<ul style="list-style-type: none"> le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour l'ensemble des documents requis, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> les plans des installations, matérialisant les zones à risques identifiées par une description des dangers associés, le plan des réseaux et des installations de rétention et de confinement des eaux d'extinction, le plan des équipements et des moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention. <p>Il convient de noter que les plans des installations, des zones à risques et de localisation des équipements et de moyens de lutte contre l'incendie sont également disponibles dans le POI tenu à jour par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un débourbeur-déshuileur.</p> <p>Celui-ci fait l'objet d'un curage périodique, dont la traçabilité est assurée par l'exploitant. Le</p>

bordereau de suivi des déchets issus de la dernière opération de curage du débourbeur-déshuileur a été présenté par l'exploitant lors de l'inspection du 5 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Les entreposages de déchets sont effectués sur sols étanches avec une récupération des eaux de ruissellement. Tous les déchets, à l'exception des déchets de verre, sont entreposés à l'abri des eaux météoriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3
Thème(s) : Autre, Contrôle du dispositif de détection et procédure de gestion
Prescription contrôlée : L'établissement est également équipé, au niveau de chaque pont bascule, d'un système de détection de la radioactivité permettant de contrôler l'ensemble des chargements entrant ou sortant du site. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, a minima une fois par an, par un organisme compétent et habilité en matière de radioprotection. Une zone de stationnement est prévue au sein de l'établissement pour l'isolement d'un véhicule qui aurait provoqué le déclenchement du système de détection de la radioactivité. Cette mesure d'isolement respecte les dispositions applicables en matière de radioprotection.
Constats : Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, l'exploitant a présenté le dernier rapport de la vérification périodique du portique de détection de la radioactivité, effectué le 27 juillet 2023. Le rapport de contrôle mentionne un seuil de déclenchement réglé à 2,5 fois la valeur du bruit de fond radiologique. L'exploitant a par ailleurs établi une procédure de gestion en cas de déclenchement du portique de détection de la radioactivité. Une zone d'isolement est également présente dans l'établissement, dans le cas où, suite à un déclenchement, l'organisme habilité en matière de radioprotection recommanderait de placer le déchet radioactif à l'isolement, soit dans l'attente d'une décroissance radiologique, soit dans l'attente de sa prise en charge pour élimination par un organisme spécialisé.

Observation n° 3 :

La procédure définie par l'exploitant doit être mise à jour pour préciser les mesures d'organisation à mettre en œuvre lorsqu'un déchet, précédemment placé à l'isolement pour décroissance radiologique sur recommandation de l'organisme habilité, doit repasser une nouvelle fois à travers le portique de détection de la radioactivité afin de confirmer, le cas échéant, la possibilité de l'admettre dans l'installation.

Il convient de noter que l'exploitant avait informé l'inspection des installations classées d'un déclenchement du portique survenu le 15 septembre 2023. La benne contenant le chargement avait alors été isolée puis repassée une seconde fois, conformément à la procédure de l'exploitant. Suite à l'intervention d'un organisme habilité en date du 22 septembre 2023, le déchet en cause (déchet hospitalier) a été placé à l'isolement dans le local dédié, dans l'attente de sa décroissance radiologique.

Non-conformité n° 1 :

Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, il a été constaté que le local dédié à l'isolement des déchets radioactifs, situé au sein du bâtiment mais à l'écart de toute zone d'activité, n'était pas verrouillable (serrure non fonctionnelle). D'autre part, le couvercle du fût renfermant le déchet radioactif n'était pas correctement scellé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Rétention des eaux polluées lors d'un accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin enterré de confinement étanche équipé d'une vanne de barrage. La capacité minimale disponible en permanence de ce bassin est de 500 m³.

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires (dimensionnement des réseaux de collecte et du bassin de confinement, etc.) pour qu'en toute circonstance les eaux d'extinction utilisées en cas d'incendie soient collectées au sein de l'établissement et ne puissent être à la source d'une pollution du milieu extérieur.

Constats :

L'établissement dispose d'un bassin de confinement enterré d'un volume de 500 m³ permettant de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales des voiries non susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, pour ces effluents, les valeurs limites de rejet en concentrations ainsi que les modalités d'autosurveillance et de surveillance par un organisme extérieur agréé suivantes.

Avant rejet réseau communal, les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 si neutralisation alcaline),
- Température du rejet < 28 °C,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l,
- Exempt de matières flottantes,

La concentration pour chaque métal visé dans le tableau ci-dessus vaut pour le métal et ses composés.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Autosurveillance	Surveillance par un organisme extérieur agréé
DBO ₅	25	Mensuelle	Semestrielle
DCO	125		
COT	40		
MES	30		
Azote NTK	15		
Hydrocarbures Totaux	5		
As	0,01		
Cd	0,01		
Cr	0,05		
Cu	0,1		
Hg	0,01		
Ni	0,1		
Pb	0,05		
Zn	0,5		
CN libres	0,05		
Tl	0,01		
Fluorures	5		
AOX	2		
Dioxines/furanes	0,3 ng/litre		Semestrielle

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Les mesures, contrôles et analyses sont à la charge de l'exploitant.

En cas de dépassement des concentrations limites de rejet fixées ci-dessus, les effluents non conformes contenus dans le bassin d'orage sont pompés pour être traités dans une installation dûment autorisée à cet effet.

Un état récapitulatif des analyses et mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance est transmis à l'inspection des installations classées tous les mois, sous une forme synthétique. Ce document est accompagné le cas échéant de commentaires expliquant les dépassements constatés, ainsi que les dispositions prises pour y remédier et pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Les mesures et analyses réalisées par l'organisme extérieur agréé servent à valider le dispositif d'autosurveillance mis en œuvre par l'exploitant. Les rapports établis par l'organisme sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés le cas échéant de commentaires expliquant les dépassements constatés, ainsi que les dispositions prises pour y remédier et pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Constats :

L'exploitant procède à une analyse mensuelle des eaux pluviales. Pour l'année 2023, les analyses ne font apparaître aucune non-conformité aux seuils applicables.

L'exploitant effectue la transmission de ces résultats sur l'application GIDAF. Les derniers résultats transmis datent du mois de juin 2023.

Observation n° 4 :

Les résultats postérieurs au mois de juin 2023 n'ont pas été transmis sur l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un réseau de plusieurs puits de contrôle (piézomètres) permet de contrôler la qualité des eaux de la nappe alluviale de la Seine. Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou à défaut aux bonnes pratiques.

Pour chacun des puits de contrôle dont le nombre ne peut être inférieur à 3 (1 piézomètre en amont hydraulique de l'établissement et les deux autres en aval hydraulique), il est procédé à un contrôle semestriel de la qualité des eaux suscitées. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme extérieur agréé.

Le contrôle et les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants :

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, conductivité, NTK, NH₄, Cl, Mg, Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, V, Sb, As, Co, P, DCO, COT, MES, hydrocarbures totaux,
- analyse biologique : DBO₅,

Les prélèvements d'échantillons sont effectués conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons – Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000. Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

Le niveau des eaux souterraines est également mesuré semestriellement. Cette mesure, qui doit permettre de contrôler le sens d'écoulement des eaux souterraines, se fait sur des points nivelés.

Les résultats de toutes les analyses et mesures, accompagnés des commentaires nécessaires, sont

communiquées dès réception à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont intégrés dans des documents de synthèse (tableaux, courbes, etc) qui tiennent compte des résultats initiaux de caractérisation de la qualité des eaux souterraines réalisée lors de la campagne de 2005 et figurant dans le dossier de demande d'autorisation du 31 juillet 2008 susvisé, et permettent d'apprécier l'évolution dans le temps des niveaux et de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant archive les résultats de tous les contrôles et analyses effectués sur les eaux souterraines pendant toute la durée de l'exploitation de l'établissement.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques prévues ci-dessus sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées ci-après sont mises en œuvre.

En cas de dégradation significative de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée. Il informe, dans les plus brefs délais, le Préfet et l'inspection des installations classées de la dégradation constatée et leur adresse simultanément le descriptif du plan d'actions qu'il a engagé. Il adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application de ce plan de surveillance. Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté en accord avec le Préfet.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une analyse semestrielle de la qualité des eaux souterraines sur le réseau de piézomètres.

Suite aux précédentes campagnes d'analyse, qui avaient mis en évidence la présence de teneurs significatives en manganèse au droit du piézomètre PZ5 (entre 2,65 et 4,19 mg/l), alors que les activités de l'établissement ne sont a priori pas susceptibles d'expliquer ces teneurs, une campagne d'investigation avait été diligentée par l'exploitant en mars 2021.

Les résultats de cette campagne, menée par un organisme tiers agréé, ont conduit à l'implantation, en mai 2023, de 3 nouveaux piézomètres (PZ6, PZ7 et PZ8) à proximité de l'ouvrage PZ5.

Les prochaines campagnes d'analyse des eaux souterraines intégreront par conséquent la réalisation de prélèvement dans les 8 ouvrages.

À ce titre, l'inspection réalisée le 5 octobre 2023 a permis de confirmer l'implantation de ces 3 nouveaux ouvrages.

Observation n° 5 :

Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, il a été constaté que la végétation présente autour de l'ouvrage PZ6 rendait sa localisation et son accès difficiles. Il convient par conséquent d'effectuer une opération d'entretien de la végétation autour de l'ouvrage pour faciliter sa localisation et son accès.

Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, l'exploitant a présenté les résultats des dernières campagnes d'analyse des eaux souterraines.

Observation n° 6 :

Les analyses de la campagne du second semestre 2022 font apparaître une teneur inhabituelle en hydrocarbures au droit du PZ3bis (2,8 mg/l), sans que cette teneur ne soit explicable. La valeur mesurée lors de la campagne suivante, au premier semestre 2023, est quant à elle inférieure au seuil de détection. L'absence de teneur en hydrocarbures au droit de cet ouvrage devra donc être confirmée lors des prochaines campagnes.

Observation n° 7 :

Il convient de noter que l'organisme réalisant le suivi des eaux souterraines n'a pas fait apparaître l'historique des teneurs en Fer dans le rapport de la dernière campagne de suivi.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Réservoirs et capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions et étanchéité des réservoirs

Prescription contrôlée :

Les matériaux constitutifs des réservoirs sont compatibles avec la nature des produits ou des déchets qui y sont stockés. L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de dispositifs permettant de vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de stockage des effluents liquides.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'élimination des produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu

naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée, ou assimilés (double enveloppe), et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. Par ailleurs, ces réservoirs enterrés sont ancrés dans le sol et lestés pour les protéger d'éventuelles remontées de la nappe.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

Constats :

L'inspection du 5 octobre 2023 a confirmé que d'une manière générale, les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux sont associés à une rétention adaptée sur l'ensemble de l'établissement.

Non-conformité n° 2 :

Lors de l'inspection de l'atelier de maintenance des bennes à ordures ménagères, il a néanmoins été constaté la présence de plusieurs fûts contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux, qui n'étaient pas placés sur une rétention.

L'établissement dispose par ailleurs de deux cuves de fioul enterrées associées à une installation de remplissage des réservoirs d'engins d'exploitation. Une cuve est située à proximité du bâtiment de l'unité de valorisation énergétique et la seconde est située près du pont-bascule, à proximité de l'atelier d'entretien des bennes à ordures ménagères.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la première cuve, établi en date du 13 janvier 2023.

Observation n° 8 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du dernier contrôle de la cuve située à proximité du pont-bascule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Transports – Chargements – Déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.10.4

Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des sols

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

<p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules, ainsi que les stockages et zones de manipulation de produits dangereux ou polluants sont situés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Quantités de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 6.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Respect des quantités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Centre de collecte et de transfert des déchets issus du tri sélectif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • emballages ménagers hors verre (acier, aluminium, papier/carton, plastique) collectés en porte à porte, stockés dans une alvéole couverte de capacité 353 m³, • journaux, revues, magazines collectés en apport volontaire, stockés dans une alvéole couverte de capacité 117 m³, • verres ménagers, collectés en apport volontaire, stockés sur une plate-forme étanche d'une superficie de 300 m².
<p>Constats :</p> <p>Les quantités de déchets entreposés dans le centre de collecte et de transfert des déchets issus du tri sélectif (verres, journaux, revues, magazines et emballages ménagers) constatées lors de l'inspection du 5 octobre 2023, étaient inférieures aux seuils réglementaires applicables à l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, l'exploitant a justifié du contrôle des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Systèmes de sécurité incendie :</u> contrôle effectué le 29 juin 2023, avec un passage complémentaire le 22 septembre 2023. Suite à ce contrôle, un défaut subsistait sur un dispositif d'alimentation électrique de sécurité (Zda 41.11). L'exploitant a précisé être en

attente de la réception d'un devis pour effectuer la réparation,

- Motopompe de sécurité : contrôle effectué le 22 septembre 2023. Suite à ce contrôle 3 remarques sont en attente de résolution,
- Blocs autonomes d'éclairage de sécurité : contrôle effectué le 22 novembre 2022. L'ensemble des corrections nécessaires ont été effectuées le 12 janvier 2023,
- Poteaux incendie : contrôle effectué le 28 novembre 2022. Ce contrôle n'a mis en évidence aucune non-conformité. En revanche, lors de ce contrôle, aucun essai en simultané n'a été réalisé sur au moins deux poteaux, pour confirmer l'atteinte du débit requis à pression nominale lorsqu'au moins deux poteaux sont mis en charge hydraulique,
- Extincteurs : contrôle effectué le 29 novembre 2022. L'ensemble des corrections nécessaires ont été effectuées le 5 décembre 2022,
- Robinets d'incendie armés : contrôle effectué le 13 décembre 2022. Les corrections nécessaires ont été effectuées par les équipes internes de l'établissement,
- Trappes de désenfumage : contrôle effectué le 2 novembre 2022. 6 observations mentionnées dans le rapport de contrôle n'ont pas été corrigées,
- Détecteurs de CH₄/NH₃ : contrôle effectué le 13 juin 2023. Une observation est mentionnée dans le rapport. Une nouvelle intervention est prévue en décembre 2023.

Observation n° 9 :

Il convient de justifier de la correction de l'ensemble des défauts et observations précitées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 16 : Mise à jour du plan d'opération interne et exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

Un Plan d'Opération Interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan est transmis au SDIS et à l'inspection des installations classées. Il est mis à jour en tant que de besoin chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable des installations et des équipements afférents.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les services d'incendie et de secours afin de tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour ces exercices. Le compte rendu de chaque exercice lui est transmis.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre en toute circonstance le déclenchement sans retard du POI.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI.

Constats :

L'exploitant a présenté la mise à jour de son POI à jour.

Un exercice incendie en liaison avec les services d'incendie et de secours avait été réalisé en 2022.

Observation n° 10 :

Au regard des points développés ci-dessus dans le présent rapport et au regard de la situation de l'établissement à proximité de la Seine, il convient d'intégrer le scénario d'une crue de la Seine dans le POI de l'établissement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

